



Préfète du Puy-de-Dôme

dossier n° PC 063 189 19 00003

date de dépôt : 15 juillet 2019

demandeur : INRA, représenté par Monsieur
BEAUFRERE Rémi

pour : la construction d'un bâtiment
d'expérimentation pour bovins allaitants sur le
site de l'INRA de Laqueuille

adresse terrain : lieu-dit Les Razats, à
Laqueuille (63820)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État

La préfète du Puy-de-Dôme
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu la demande de permis de construire présentée le 15 juillet 2019 par l'INRA, représenté par Monsieur BEAUFRERE Rémi demeurant lieu-dit Site de Theix, Saint-Genès-Champanelle (63122);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'un bâtiment d'expérimentation pour bovins allaitants sur le site de l'INRA de Laqueuille ;
- sur un terrain situé lieu-dit Les Razats, à Laqueuille (63820) ;
- pour une surface de plancher créée de 1 768 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la carte communale approuvée par délibération du conseil municipal du 14 juin 2016 et par arrêté préfectoral du 22 juillet 2016 ;

Vu l'avis favorable de la commission départementale de la consommation des espaces agricoles en date du 12/09/2019 ;

Vu l'avis favorable de la Chambre départementale d'agriculture en date du 19/08/2019 ;

Vu l'avis réputé favorable de Enedis Auvergne Service Numérisation ;

Vu l'avis réputé favorable du directeur départemental de la protection des populations - Pôle santé protection animale ;

Vu l'avis favorable de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes - Délégation Départementale du Puy de Dôme en date du 23 août 2019 ;

Vu les pièces fournies en date du 26 août 2019 ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles 2 et 3.

Article 2

Des sondages à la tarière sont à réaliser pour délimiter les zones humides avérées. Toute destruction de plus de 1000 m² de zone humide avérée sera soumise à la procédure de déclaration loi sur l'eau au titre de la rubrique 3310 de la nomenclature IOTA (article R.214-1 du code de l'environnement).

Dans le cas d'une procédure loi sur l'eau liée à une destruction de plus de 1000 m² de zone humide, le permis de construire ne pourrait être mis en œuvre qu'après la décision d'acceptation liée à la déclaration loi sur l'eau en application de l'article L.425-14 du code de l'urbanisme.

Article 3

Le projet étant situé à proximité de périmètre de protection de captage, les mesures de précaution mentionnées dans l'avis ci-joint de l'Agence Régionale de Santé, devront être strictement respectées.

Fait à Clermont-Ferrand, le
La préfète,

23 OCT. 2019


Anne-Gaëlle BAUDOUIN-CLERC

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Clermont-Ferrand, le 23 AOUT 2019

La délégation départementale du Puy-de-Dôme

Affaire suivie par :
Laurence SURREL ou Jean-Paul PASCAL
Service santé environnement
Laurence.surrel@ars.sante.fr
Jean-paul.pascal@ars.sante.fr
04 81 10 61 31 ou 27

Réf : 91075

Objet : PC 063 189 19 00003 LAQUEUILLE – Construction d'un bâtiment d'expérimentation pour bovins allaitants

PJ : 1 carte

Madame Manon BATISTA
AGENCE DEPARTEMENTALE D'INGENIERIE
TERRITORIALE
Service ADS
SMADC
Place Raymond Gauvin
BP 25
63390 SAINT-GERVAIS-D'AUVERGNE

DDT 63 - agence Val d'Allier-Sancy
Arrivé le
27 AOUT 2019

Madame,

Vous m'avez transmis pour avis le dossier cité en objet.

Le projet est situé à proximité des périmètres de protection des captages suivants :

- Razats bas, exploité par le SIAEP Clidane Chavanon, bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'autorisation et de déclaration d'utilité publique du 7 septembre 2001 ;
- Captage dit INRA, dont les périmètres de protection ont été établis par avis hydrogéologique de septembre 1997. Ce captage est géré par la commune de Laqueuille. Il alimente les bâtiments de l'INRA et plusieurs hameaux.

Il est en dehors des périmètres de protection des captages, à leur aval immédiat. Dans ces périmètres, les prescriptions définies par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 et l'avis hydrogéologique de septembre 1997 seront scrupuleusement respectées.

Par ailleurs, il est rappelé qu'avant tout nouveau projet, il doit être vérifié que la ressource en eau disponible est suffisante pour assurer l'alimentation en eau actuelle et future du réseau concerné.

Des précautions sont à prendre pendant la phase de travaux concernant :

- La base de vie ;
- Le stockage, dépôts de produits et substances polluantes ou toxiques (hydrocarbures, lubrifiants....) ;
- Le stockage, dépôt de matériels ou matériaux non inertes ;
- Le ravitaillement des véhicules et matériels utilisés ;
- L'entretien des véhicules et matériels utilisés (vidange, réparation, nettoyage) ;
- Le stationnement hors période de travail (nuit, week-end, période pluvieuse...).

Toutes les mesures sont également à prendre pour limiter les nuisances vis-à-vis des populations riveraines.

.../...



Les précautions à prendre lors des phases travaux et d'exploitation concernent :

- La gestion des eaux pluviales et de ruissellement ;
- La lutte contre les espèces exotiques envahissantes (EEE) dont la Berce du Caucase ;
- La lutte contre les espèces d'Ambrosies dans le département du Puy-de-Dôme (application de l'arrêté préfectoral n°19-01047 du 5 juin 2019).

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le directeur général et par délégation,
Pour le directeur départemental du Puy-de-Dôme,
Le responsable du pôle santé publique



Gilles BIDET

Copie pour information :

Mairie de LAQUEUILLE

Le bourg

63820 LAQUEUILLE

DDT Agence Sancy Val d'Allier
A l'attention de Christelle CARLET
22, avenue Jean Jaurès

63500 ISSOIRE

DDT 63 - agence Val d'Allier-Sancy
Arrivé le

2 / SEP. 2019

Siège Social
11, Allée Pierre de Fermat
BP 70007
63171 Aubière Cedex
Tél : 04 73 44 45 46
Fax : 04 73 44 45 50
Email : contact@puy-de-dome.chambagri.fr

Objet : demande de dérogation
P.J. : dossier en retour

Monsieur David CHAUVE, en tant que Président de la Chambre
d'agriculture du Puy-de-Dôme,

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires
en vigueur, concernant la demande d'avis :

Dossier n° : PC 063 189 19 00003
Demandeur : INRA LAQUEUILLE

En application notamment des articles L 111-3 nouveau L 511-3
et R 511-66 du code rural

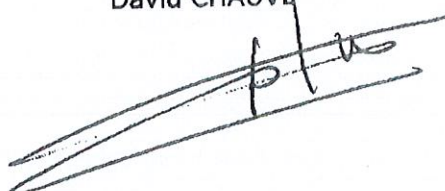
Considérant qu'en l'espèce et après étude du dossier précité au vu
des éléments transmis, par dérogation aux dispositions du premier
alinéa de l'article L 511-3 nouveau du code rural, une distance
d'éloignement inférieure à celle résultant de l'application initiale du
1^{er} alinéa de l'article précité peut être autorisée par l'autorité qui
délivre le permis de construire pour tenir compte des spécificités
locales.

DECIDE en conséquence de rendre un avis **FAVORABLE**
à la demande susvisée de dérogation aux dispositions de l'alinéa 1^{er}
de l'article L 111-3 nouveau du code rural.

Fait à Aubière, le 19 août 2019

Le Président,

David CHAUVE



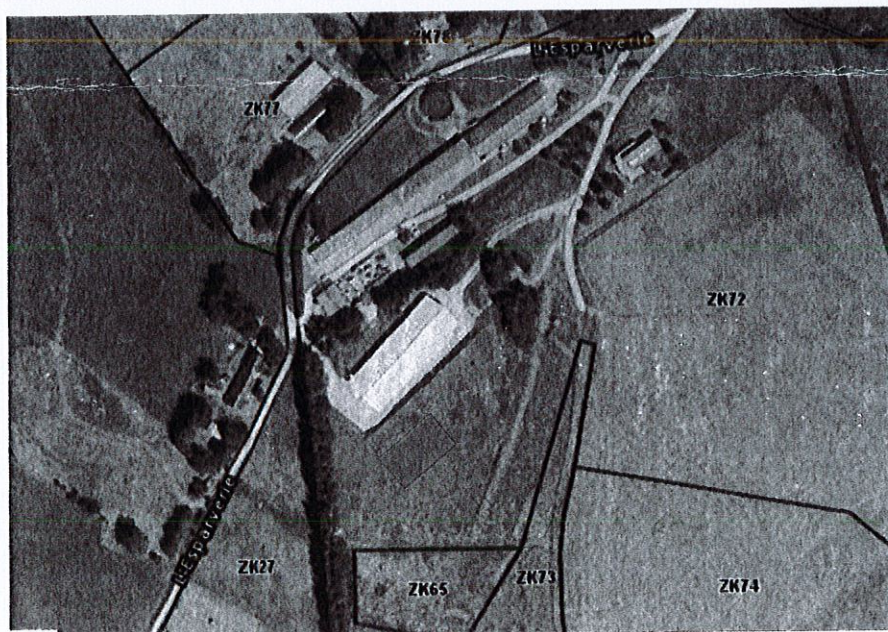
**Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers
du Puy-de-Dôme**



CDPENAF du 12 Septembre 2019

Référence du dossier	PC 189 19 00003
Nature du projet	Construction d'un bâtiment d'expérimentation pour bovins allaitants
Date de dépôt	15/07/2019
Date de saisine de la CDPENAF	03/09/2019
Date limite pour émettre un avis	03/10/2019
Demandeur	INRA
Adresse du terrain	Les Razats
Commune	LAQUEUILLE
Références cadastrales	ZK-72
Surface du terrain	215370m2
Emprise au sol des constructions et aménagements	1768 m2
Service instructeur	AGENCE VAL D'ALLIER SANCY

Carte de localisation (source : site internet de la DDT)



Motif de consultation au titre de l'article L.161-4 dans les communes dotées d'une carte communale (loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 – art 39)

La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

- a) A des équipements collectifs ;
- b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits

- agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;
c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;
d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Présentation du projet déposé	Projet de construction d'un bâtiment d'expérimentation pour bovins allaitants sur le site de l'INRA de Laqueuille d'une surface de plancher de 1768 m2
Nature de l'activité agricole exercée actuellement sur les parcelles concernées	

Analyse au titre du code de l'urbanisme

L.161-4	Carte communale : « construction en dehors de la zone constructible de la carte communale ».
---------	--

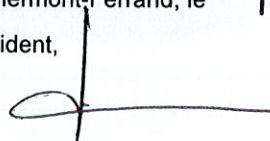
Analyse au titre de l'activité agricole et de la consommation des espaces agricoles

Caractère de nécessité par rapport à l'exploitation agricole	
Atteinte aux structures agricoles	
Atteinte à la valeur agronomique des sols	
Atteinte à des AOC ou IGP spécifiques	
Importance des surfaces agricoles consommées (par rapport à la parcelle et à l'exploitation)	
Autres	

Avis de la commission -

La commission émet un avis favorable.

Fait à Clermont-Ferrand, le **18 SEP. 2019**
Le Président,



Armand SANSÉAU